



## Au Japon, l'an 1 de la stratégie 2030

La stratégie de diversification des sources d'énergie et des routes d'approvisionnement décidée l'an dernier au Japon commence à se matérialiser. Pour la première fois depuis 2009, l'archipel a réduit en 2015 ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL), qui avaient bondi à la suite de l'accident de Fukushima en 2011 et de la décision subséquente d'interrompre la production nucléaire, selon des données publiées par les autorités du pays. L'an dernier, les importations de GNL se sont inscrites en baisse, de 3,9 %, à 85 millions de tonnes – un niveau restant supérieur de 15 millions de tonnes à l'époque pré-Fukushima. Même tendance du côté du brut : les volumes importés dans l'archipel se sont contractés de 2,3 %, à 3,37 millions de barils par jour sur l'année, leur plus bas niveau depuis 1988. Ces deux contractions découlent de plusieurs phénomènes eux-mêmes corrélés : une croissance économique assez terne, une population en contraction, une cinquième année consécutive de repli de la production d'électricité, mais aussi des gains d'efficacité dans le domaine des transports avec une popularité croissante des modèles hybrides. Mais la baisse des importations de GNL et de pétrole, encore assez largement utilisé sur place dans la production d'électricité, révèle également l'amorce de la mise en œuvre des nouveaux objectifs de mix électrique 2030 fixés l'an dernier par le pays pour en accroître la fiabilité et en contrôler les coûts : 20-22 % de nucléaire, 22-24 % de renouvelables, 27 % de GNL, 26 % de charbon et 3 % de pétrole.

L'année 2015 aura en effet vu 3 des 43 réacteurs nucléaires du pays recevoir une autorisation de redémarrage. Le pays a aussi approuvé pas moins de 85 GW de nouvelles capacités renouvelables ces trois dernières années, photovoltaïques pour l'essentiel, selon un décompte de l'agence *Bloomberg*. Par ailleurs, les importations de charbon, disponible à prix bradés à l'international, ont augmenté de 4,8 % l'an dernier. Le recours accru au combustible le plus émetteur de carbone, dans un pays non-émergent, i.e. à l'inverse de la Chine ou de l'Inde, n'est logiquement pas du goût de tous. Carole Mathieu, chercheuse au centre énergie de l'Institut français des relations internationales (IFRI), rappelle à *Enerpresse* que « *le Japon joue entre les contraintes. Pour eux le charbon ne peut pas être exclu. Le pays est présent sur l'ensemble des technologies du charbon efficace, qui sont à la fois un pilier domestique et un pilier à l'export* ». Dans un rapport publié mi-2015, Carole Mathieu rappelait que la stratégie climatique du Japon « *se déplace progressivement vers une action extérieure* », à savoir l'exportation dans des pays en développement de « *technologies de charbon propre, présentées comme une amélioration majeure* » par rapport à des alternatives à bas coûts. L'initiative, couplée à des objectifs modestes de réduction d'émissions, est modérément appréciée à l'international.